



Tant que l'indépendance n'est pas faite, elle reste à faire – Gaston Miron

Adresse postale

IPSO, C.P. 42080, B.P. Roy
Montréal (Québec) H2W 2T3

Facebook : <https://www.facebook.com/LesIPSO>

Twitter : https://twitter.com/Les_IPSO

Site web : <https://www.ipsoquebec.org>

Renseignements : lesipsoquebec@gmail.com

INFO-IPSO

Juin-juillet-août 2020

Le 22 juin 1995, 100 intellectuels québécois signaient le manifeste *Oui au changement*, préparé par Jocelyne Couture, Pierre Gendron, Guy Lachapelle, Jacques-Yvan Morin, Kai Nielson, Guy Rocher, Michel Sarra-Bournet, Mathieu-Robert Sauvé, Michel Seymour, Geneviève Sicotte, Daniel Turp, Jules Pascal Venne. Ils en appelaient au rôle des intellectuels dans le contexte où se préparait le Référendum d'octobre 1995 :

« Les “ affaires de la cité ” doivent susciter l'intérêt de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, mais elles sollicitent en particulier les intellectuels. Cela est d'autant plus vrai que ceux-ci ont joué un rôle déterminant dans le développement du Québec contemporain, rôle auquel ils ne doivent pas renoncer au moment où le peuple est invité à prendre des décisions majeures sur son avenir collectif. Les intellectuels ne doivent pas démissionner de l'esprit de liberté qui est leur bien le plus précieux. Ils négligeraient leurs responsabilités s'ils prétendaient que leur désengagement équivaut à une garantie de sérieux et d'objectivité, et s'ils s'abstenaient d'intervenir sur la place publique. Il arrive un temps où ne rien faire et ne rien dire, c'est en fait entériner le statu quo ».

<https://www.ipsoquebec.org/manifeste>

Ils y développaient huit arguments en faveur de la souveraineté. Le contexte a changé mais le projet d'indépendance et l'engagement des intellectuels demeure toujours aussi indispensable! Comme tant de peuples qui ont dû conquérir leur indépendance, le temps viendra...

Malgré la pandémie mondiale de la COVID-19, les IPSO continueront, en 2020-2021, dans la mesure du possible, leurs actions et leurs activités via notamment les moyens technologiques à leur disposition comme la plateforme ZOOM.

► Assemblée générale annuelle des Intellectuels pour la souveraineté, 17 juin 2020

L'Assemblée générale annuelle s'est tenue par visio-conférence. Le rapport annuel du président et de la vice-présidente a été déposé, de même que le Plan d'action 2020-2021.

Bienvenue aux **nouveaux membres** présents !

Lors de cette assemblée du 17 juin, un nouveau **Conseil d'administration** a été élu : Ferid Racim Chikhi, Eli Dubois, Micheline Labelle, Anne Michèle Meggs, Florent Michelot, Jean-François Payette, Jean-René Plante, Michel Rioux, Pierre Serré.

► Le **Comité exécutif** élu par le conseil d'administration du 27 juin se compose des personnes suivantes : Jean-François Payette, président, Micheline Labelle, vice-présidente, Michel Rioux, secrétaire, Pierre Serré, trésorier, Anne Michèle Meggs, registraire (voir les notes biographiques sur le site internet <https://www.ipsoquebec.org/ca/>)

► LES INTELLECTUELS POUR LA SOUVERAINÉTÉ. 25 ANS AU FRONT !

Un numéro spécial de la revue *l'Action nationale* vient de paraître en juin. Il est consacré aux 25 ans des IPSO. Plusieurs membres du conseil d'administration des IPSO, ainsi que plusieurs membres de l'organisation, participent à ce numéro thématique.

<https://www.action-nationale.qc.ca/boutique/achats-de-numeros/achats-de-numeros-de-la-revue/252/juin-2020-detail>

En voici la présentation par Michel Rioux, journaliste et syndicaliste
Secrétaire du CA des IPSO

Quelques mois avant le référendum d'octobre 1995, un groupe d'intellectuels signait un manifeste d'appui à la souveraineté du Québec. D'une certaine manière, Sirius, qui avait plutôt l'habitude de regarder la terre de loin, descendait dans l'arène et mettait la main à la pâte.

Cela fait donc 25 ans que les IPSO, comme on les appelle, sont partie prenante de ce long combat au terme duquel les Québécoises et les Québécois devraient se donner un pays et contrôler tous les leviers et moyens qui sont ceux d'un État.

Pour souligner cet anniversaire, les IPSO se sont associés à *l'Action nationale* pour la production d'un dossier dans lequel près d'une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel et livré des textes privilégiant des angles originaux pour, comme il leur était suggéré, « re-penser le rôle et l'engagement des intellectuels dans le combat pour l'indépendance du Québec ».

La diversité d'approches est éloquente : éducation, immigration, écologie, économie, culture, constitution, régime politique, projet de société sont abordées sous tous les angles.

La sociologue Micheline Labelle, professeure émérite à l'UQAM, spécialiste québécoise des questions touchant l'immigration et vice-présidente des IPSO, rappelle la volonté d'engagement des intellectuels. « Les « affaires de la cité » doivent susciter l'intérêt de tous les citoyens et de toutes les citoyennes, mais elles sollicitent en particulier les intellectuels », pouvait-on lire dans le Manifeste rendu public en juin 1995. La sociologue, qui a étudié à fond les minorités, fait le point sur leur position historique en regard de la question nationale. Elle constate que la question nationale et l'indépendance du Québec a été et demeure un enjeu de ralliement dans ces milieux. Elle rappelle aussi que le Bloc Québécois, le Parti Québécois et les IPSO ont toujours défendu une nation civique et inclusive. Elle rend compte des tensions entre intellectuels indépendantistes et anti-indépendantistes, sur l'immigration et la diversité. Elle condamne le discours de droite qu'on y entend aujourd'hui. Micheline Labelle s'en prend enfin à ce qui se dit « à l'autre extrême, on fait face à de nouveaux activistes qui ont un agenda politique, prétendument de gauche ou encore carrément obscurantiste, et qui n'ont aucun intérêt à ce que la souveraineté du Québec se fasse. »

Le juriste **Daniel Turp**, professeur titulaire à l'Université de Montréal, se livre à un plaidoyer bien senti sur l'importance pour une nation de se doter de sa propre constitution, un sujet sur lequel il est intervenu à maintes reprises depuis des années. « Je suis plus que jamais convaincu, écrit-il, que le Québec doit adopter sa propre loi fondamentale pour se donner sa propre identité constitutionnelle, ajoutant qu'une « constitution est d'abord et avant tout un document visant à établir les fondements de la vie d'une nation. Elle peut aussi donner du pouvoir à un peuple et renforcer la participation de ses citoyens et citoyennes à la vie démocratique de la nation. »

Pour le professeur à l'École de travail social de l'UQAM et ex-président de la CSN **Gérald Larose**, l'indépendance du Québec serait « une opportunité géante et féconde de transformation sociale ». Pour ce syndicaliste, il est clair que dans ce combat, la question nationale et la question sociale doivent être intimement liées. « Il est quelque peu singulier, écrit Larose, que des militantes et des militants portant un projet progressiste de transformation majeure des rapports économiques, sociaux, culturels ou démocratiques fassent peu de cas de la question nationale québécoise et qu'inversement, des militantes et des militants indépendantistes affirment haut et fort qu'on s'occupera de ces questions « après ». Les deux camps ont tort. Le social est indissociable du national et vice-versa.

La politologue **Anne Legaré**, professeure retraitée de l'UQAM, pose, sous un titre volontairement provocateur, la question de la place occupée par l'intellectuel dans le combat pour l'indépendance. « Qui a tué l'intellectuel québécois ? », demande-t-elle. Faisant référence à la notion d'intellectuel organique, elle constate à regret « qu'on aura beau nommer dans l'espace public untel ou unetelle, l'écho du lien entre l'intellectuel et le projet de souveraineté du Québec, entre lui ou elle et le parti qui le représente, est couvert d'un silence quasi absolu ». Elle termine sur un constat plutôt pessimiste, estimant que « l'électoratisme a tué l'intellectuel souverainiste et, jusqu'à nouvel ordre, peut-être du même coup le projet souverainiste ».

Guy Lachapelle, professeur titulaire de science politique à l'Université Concordia, a été intimement lié aux préparatifs du référendum de 1995. Membre fondateur des IPSO, il raconte dans son texte les multiples péripéties qui ont marqué ces mois où le Québec était en pleine évolution. Il explique l'importance accordée à expliquer le partenariat

proposé au Canada, ce que les nombreux sondages effectués démontraient clairement. Il constate, comme d'autres, que le gouvernement fédéral n'a pas tenu ses promesses. À son avis, les IPSO sont toujours nécessaires pour démontrer aux Québécois que l'idée de souveraineté-partenariat reste un modèle innovant dans un monde en pleine mutation. Lachapelle invite à suivre de près ce qui se passe en Écosse, en Catalogne et en Angleterre post-Brexit. Il nous faut « surtout, réactualiser notre projet de partenariat économique. Les défis seront de taille au cours des prochaines années dans un Canada qui risque lui aussi de se transformer.

Dans un texte coup de poing marqué au coin d'une sorte de désespoir, le cinéaste **Bernard Émond** demande ce qu'il faut attendre du rôle de l'intellectuel dans le combat pour l'indépendance. Selon lui, expliquer d'abord pourquoi il faut la faire et ensuite constater que « sans un improbable sursaut de volonté collective, nous ne la ferons pas ». Le verdict est clair. Sans l'Indépendance, « nous sommes morts comme peuple. Dans trente, dans cinquante, dans cent ans il y aura bien, sur le territoire de cette province, des gens qu'on continuera à appeler Québécois, mais ils seront québécois comme nos voisins sont ontariens. Une collection d'individus habitant le même espace ne fait pas un peuple ». Quoi demander aux intellectuels ? Qu'ils attaquent, car nous n'avons plus un pouce à céder. « Qu'ils s'attaquent à notre relâchement culturel, à la pauvreté de notre langue, à notre égoïsme, à nos démissions. Qu'ils attaquent avec l'acharnement de Pierre Falardeau ou le raffinement de Pierre Vadeboncoeur, mais qu'ils attaquent. »

Josée Boileau, auteure et chroniqueuse, prend un angle original pour déplorer le peu de cas accordé à l'éducation. Elle en veut pour preuve l'improvisation qui a accompagné la fermeture des écoles au cours de la pandémie actuelle, y voyant un rapport difficile avec le monde des idées. Après ces détours, elle poursuit en se demandant « ce qu'il reste en 2020 de l'envie des mots, des concepts, des idées autres que le seul pragmatisme du quotidien avec lequel nous élus gouvernement depuis maintenant des années et qui, pour nous tous, a atteint son apogée par la grâce d'une pandémie ». Et comme plusieurs auteurs, elle s'interroge : « Les leaders politiques s'en nourrissent-ils eux-mêmes ? Quel poids donnent-ils à ces démonstrations éloquentes que la souveraineté est à la fois possible et souhaitable ? Quelle écoute donnent-ils tout simplement à l'analyse ?

Gilbert Paquette, professeur à la Télé-université et président des IPSO de 2008 à 2012, soutient qu'il faut mettre un terme à la provincilisation de la politique québécoise. « Retrouver le sens du pays implique, à ses yeux, la fin du cycle « provincialisant » dans lequel le mouvement indépendantiste tourne en rond et s'enfonce dans une politique de province qui bloque toute pédagogie de notre émancipation nationale. » Quels instruments, se demande-t-il, peut faire avancer l'idée ? Le PQ n'est plus le vaisseau amiral qu'il a été. QS ne l'est pas non plus. Paquette va jusqu'à souhaiter l'émergence d'un autre parti : « Il est même souhaitable qu'un autre parti indépendantiste prenne son essor et regroupe tous ceux qui veulent faire avancer l'idée d'indépendance. »

Formateur en intégration socioprofessionnelle, **Ferid Racim Chikhi**, rappelle qu'il a vécu l'indépendance de son pays d'origine, l'Algérie. « Je rêve de vivre celle de mon pays d'adoption, écrit-il, mais le Québec étant une province du Canada, les grandes décisions le concernant se prennent ailleurs qu'à Québec. Le jour où le pays sera indépendant, j'en serai heureux et c'est son peuple qui décidera de son devenir. Mais pour y parvenir que faut-il encore faire ? » Plaidant que les intellectuels doivent se

rendre davantage visibles dans la lutte pour l'indépendance, il estime que l'engagement des intellectuels dans tout processus de libération d'un pays n'est pas une utopie mais bel et bien un idéal vers lequel tend toute nation en devenir.

Danièle Letocha, professeure retraitée de philosophie à l'Université d'Ottawa, se livre à une démonstration fort pertinente de la nécessité d'intégrer dans les débats sur l'indépendance du Québec la recherche d'une forme républicaine de gouvernement. « Restaurer l'idée républicaine et démontrer qu'elle n'est pas d'importation récente dans notre histoire juridique me semble une voie claire et efficace pour tenter de donner un but et un visage à l'idée d'indépendance, » écrit-elle. La république serait la dernière chance du Québec.

Directeur du mensuel indépendantiste et progressiste l'Aut'journal, **Pierre Dubuc** reproche au Parti Québécois de s'être de plus en plus éloigné, par électoralisme et en sacrifiant à la saveur du jour, de sa base populaire. Il s'interroge donc à savoir quelles classes sociales porteront le projet d'indépendance. Il lance un appel aux intellectuels et aux intellectuelles afin de constituer cet « intellectuel collectif » qui aurait pour mandat de « développer un programme et une stratégie, basée sur la connaissance approfondie des rapports de toutes les classes de la société et des rapports de celle-ci avec le reste du monde, et de repenser la forme organisationnelle du parti pour lui redonner sa base populaire ». Intellectuels, à vos claviers ! dit Dubuc.

Ph.D., essayiste et romancier, **Victor Teboul** présente un plaidoyer en faveur du devoir de mémoire. « C'est la raison pour laquelle, écrit-il, j'estime que l'indépendance du Québec ne pourra pas se réaliser si l'on ne se préoccupe pas d'abord de valoriser la Nation québécoise, ses combats et sa diversité. » Il insiste sur le fait que le mouvement indépendantiste gagnerait à rappeler les combats contre les injustices et en faveur des droits qui ont été entrepris par des Québécois de toutes obédiences et de toutes origines.

À l'instar d'autres auteurs, **Danic Parenteau**, professeur agrégé de philosophie et de science politique au Collège militaire de St Jean, pose en fervent défenseur de l'idée républicaine. Il soutient que le « souverainisme », qui aura été une étape dans le long chemin vers l'indépendance, a fait son temps et qu'il faut rompre avec cette notion pour relancer le projet indépendantiste. Le souverainisme, selon lui, s'avère de plus en plus impuissant à rassembler celles et ceux qui ne sont pas encore acquis à l'idée d'indépendance.

X. Hubert Rioux, Ph.D. en science politique et chercheur à l'ÉNAP et à l'IREC, se livre à une opération de haute voltige dans un texte intitulé : *Le savant politique et la cause indépendantiste : exercice rhétorique sur l'intemporalité de Max Weber*. Dans un dialogue avec le sociologue, Rioux démontre la pérennité des idées avancées par le savant. Il le cite en conclusion : « Car il n'y a en définitive que deux sortes de péchés mortels dans le domaine de la politique : l'absence de cause et l'absence de responsabilité. Faute d'engagement pour une cause, il est tentant de rechercher l'apparence brillante du pouvoir plutôt que le pouvoir réel, et faute de sentiment de responsabilité, de jouir du pouvoir simplement pour lui-même, sans but substantiel. » La cause de l'indépendance en est une grande.

Présidente des OUI Québec et ex-présidente de la CSN, **Claudette Carboneau** souligne l'apport essentiel des intellectuels regroupés dans les IPSO dans le

cheminement vers l'indépendance. Elle constate que les temps présents ont remis en avant l'importance des États. Pour elle, la question sociale ne peut être ignorée. « S'il y a un phénomène qui doit aussi nous alerter, c'est bien l'urgence de renouer avec un large dialogue social visant à faire le point sur l'état de la nation québécoise et à se projeter collectivement vers l'avenir. Où allons-nous ? Que sommes-nous en train de devenir ? », demande-t-elle.

Florent Michelot, licencié en droit, chargé de cours en science politique à l'UQAM et doctorant en andragogie à l'Université de Montréal, à partir de l'expérience d'Option nationale prône pour sa part un retour au militantisme. Les superstructures auraient fait leur temps. Il s'en explique : « La vaste refondation par la remise en question des partis et organisations para politiques est indispensable et urgente : elle devra se conclure par un renouvellement des pratiques bénévoles et militantes, au profit d'organisations rénovées, assouplies, et qui confèrent aux citoyens une plus grande marge de manœuvre. » Il croit par ailleurs « qu'il est encore temps de rêver ».

Ex. députée, ministre et présidente de l'Assemblée nationale, **Louise Harel** cite d'entrée de jeu Pierre Vadeboncoeur : « Quelques-uns d'entre nous pensaient que notre histoire était finie. » Mais une longue conversation avec la présidente du Comité national des jeunes du Parti québécois lui a redonné espoir. « J'ai pu constater qu'au sein de cette nouvelle génération de souverainistes, un regard critique allait de soi sur les défaites du passé, en particulier sur cet engagement d'être un « bon gouvernement » d'une province, à défaut d'être un pays et sur le calendrier référendaire qui s'en est suivi. »

Pierre Curzi, député de Borduas de 2007 à 2012, affirme que les citoyens devront se doter d'une constitution reconnaissant leurs institutions démocratiques, leur mode de scrutin et leur régime politique. Une identité commune, un tronc commun rassembleur devraient émaner de ce processus constituant. Mais la langue française doit être « au cœur de notre identité plurielle et diversifiée. Elle ne sera pas la seule, mais elle ne peut pas être absente de cette identité, ni minoritaire ».

► **Le Colloque annuel des IPSO qui devait avoir lieu le 13 juin 2020 est reporté au 17 octobre 2020. Il aura lieu en salle à la SSJB ou en visio-conférence.**

Thème du colloque : *Re-penser l'action politique indépendantiste : quel rôle, quelle contribution pour les intellectuel-es québécois ?*

Animateur : Jean-François Payette, politologue et président des IPSO

Panélistes : Josée Boileau, journaliste, **Florent Michelot**, licencié en droit, chargé de cours en science politique à l'UQAM et doctorant en andragogie à l'Université de Montréal, **Gilbert Paquette**, Professeur, Département Science et Technologie, Télé-université et **Daniel Turp**, professeur de droit, Université de Montréal, ancien député de l'Assemblée nationale.

► **Soirées-débats**

L'actualité québécoise et internationale demeure chargée de sujets que les IPSO pourront traiter dans une perspective indépendantiste. L'organisation prévoit tenir au

moins trois de ces Soirées-débats au cours de l'année, en présenciel ou par visio-conférence.

-Le 1^{er} octobre 2020, une soirée-débat sur le thème : *La crise d'octobre 1970*

Animation: , politologue et président des IPSO

Panélistes : **Robert Comeau**, professeur associé au Département d'histoire, UQAM, **Louis Fournier**, journaliste retraité, **Guy Lachapelle**, professeur de science politique, Université Concordia, **Daniel Turp**, professeur de droit, Université de Montréal, ancien député de l'Assemblée nationale.

-Date à confirmer, une soirée-débat sur le thème: *Catalans, Écossais et Kurdes à la recherche de l'Indépendance*

Animation: **Claudette Carbonneau**, présidente du OUI Québec

Panélistes: **Hubert Rioux**, politologue, chercheur associé, chercheur postdoctoral Banting Fellow, École nationale d'administration publique, **Khaled Suleiman**, journaliste et écrivain, **Eric Viladrich**, chargé de cours, Département de littérature et de langues du monde, Université de Montréal et président du Cercle culturel catalan.

Micheline Labelle, vice-présidente des IPSO